
La fabrique (et le travail) du personnel politique rural

Frédéric Nicolas, Sébastien Vignon et Gilles Laferté



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/16541>

DOI : [10.4000/etudesrurales.16541](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.16541)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 8-20

ISBN : 978-2-7132-2789-9

Référence électronique

Frédéric Nicolas, Sébastien Vignon et Gilles Laferté, « La fabrique (et le travail) du personnel politique rural », *Études rurales* [En ligne], 204 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 01 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/16541> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.16541>



Conseil municipal de Longchamp-sur-Aujon (Aube), mars 2008.

Photo : B. Thiebault ([https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Conseil_Municipal_Longchamp-sur-Aujon_\(mars_2008\).jpg?uselang=fr#filelinks](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Conseil_Municipal_Longchamp-sur-Aujon_(mars_2008).jpg?uselang=fr#filelinks)).

La fabrique (et le travail) du personnel politique rural

A l'approche des élections municipales de 2020, la crise des vocations des maires ruraux occupe une place importante dans l'espace médiatique et politique. Les réformes organisationnelles et territoriales de l'État ont depuis le début des années 1980¹ des effets importants sur la division du travail politique et sur le rapport au politique des élus et des personnels administratifs engagés dans les communes rurales et périurbaines. Les mouvements sociaux parfois inédits (Notre-Dame-des-Landes, Sivens, lutte contre les Parcs nationaux, Bonnets rouges, Gilets jaunes...) révèlent la morphologie sociale renouvelée et singulière des mondes ruraux [Bruneau *et al.* 2018] qui, autour des usages tant récréatifs que productifs des espaces ruraux, met en opposition des fractions des agriculteurs, des classes populaires, plus présentes ici que dans les grandes métropoles, et de la bourgeoisie, dont la présence est plus intermittente que dans nombre de quartiers urbains.

À la croisée de la sociologie et de la science politique, la journée d'études « Revisiter la sociologie des élus dans les mondes ruraux » (2016)² et la section thématique « Sociabilités politiques et politiques des sociabilités en milieu rural » du Congrès de l'Association française de science politique (2017)³ avaient pour objectif d'interroger les liens entre les évolutions de la structure sociale des mondes ruraux, le recrutement et le travail politiques [Demazière

1. La loi de décentralisation de 1982 inaugure une vaste série de réformes de l'État qui jusqu'à aujourd'hui ont reconfiguré les pouvoirs et l'action publics aux niveaux national (notamment les lois Lolf en 2001 et RGPP en 2007) et territorial (principalement la loi NOTRe de 2015).

2. Journée d'études organisée par Sébastien Vignon et Gilles Laferté, le 31 mai 2016 à Amiens.

3. Section thématique coordonnée par Frédéric Nicolas et Yves Pourcher, le 10 juillet 2017 à Montpellier.

et Le Lidec 2014]. En remettant sur le métier les notions de «notable»⁴ et de «professionnel de la politique»⁵, ce numéro réaffirme et actualise l'idée suivante (tout en précisant les modalités concrètes contemporaines): l'espace politique des petites communes est peu autonomisé et le recrutement du personnel politique rural s'opère à l'intersection du champ politique et de scènes de sociabilités ordinaires, et ce de manière différenciée selon l'échelon du pouvoir. Les contributeurs du numéro partagent enfin une même volonté de questionner ensemble les fondements institutionnels et sociaux du travail politique: la focale portée sur les réformes organisationnelles et territoriales de l'État d'un côté, et sur les pratiques concrètes du personnel politique (activités techniques représentatives, partisans et relationnelles) d'un autre côté, permet de montrer que le travail politique est à la fois la résultante de contraintes institutionnelles nouvelles et d'un ordre négocié entre élus et personnels administratifs à l'échelon municipal et intercommunal.

Une approche sociohistorique et ethnographique

Ce dossier s'intéresse ainsi principalement au recrutement et au travail du personnel politique dans les mondes ruraux contemporains⁶. Outre l'objet, les articles ici réunis convergent dans leur approche méthodologique marquée par la sociohistoire et l'ethnographie.

Le point de vue sociohistorique permet de comprendre l'évolution des fondements sociaux du pouvoir politique rural, sans toutefois limiter l'explication à l'histoire d'une diffusion d'un modèle univoque de professionnalisation politique [Offerlé 1999]. Non seulement la notabilité demeure un des fondements du pouvoir politique rural – comme en témoignent notamment les travaux sur la fabrique notabiliaire [Karnoouch 1973; Retière 2003; Renahy 2010] – mais elle revêt des formes variées et diversement monétisées dans les mondes ruraux contemporains. Cet aspect est plus particulièrement traité dans la première partie du dossier, notamment à travers l'article de Gilles Laferté, consacré à l'évolution de la sociologie des élus dans le Châtillonnais. Stéphanie Guyon développe une

4. La notion de notable, qui a occupé une place centrale au sein de l'histoire sociale et politique dans la France contemporaine [Briquet 2012], désigne ici un «élu bénéficiant d'une implantation locale et de réseaux de sociabilité consolidés» [Cohen *et al.* 2009 : 764]. Sur le glissement définitionnel du concept de «notable» et la démonétisation de sa force explicative suite à la banalisation de ses usages, voir notamment Garraud [1994].

5. La notion de professionnel de la politique désigne ici classiquement le personnel politique qui vit de et pour la politique [Weber 2003].

6. En ce sens, il n'aborde pas directement d'autres questions majeures comme les comportements électoraux [Barone et Troupel 2010], les mondes agricoles et la politique [Fauvet et Mendras 1958; Tavernier *et al.* 1972; Coulomb *et al.* 1990; Hervieu *et al.* 2010] ou encore la gouvernance territoriale [Pasquier *et al.* 2007].

démarche similaire en s'intéressant dans le temps à la sélection du personnel politique à Saint-Laurent du Maroni (Guyane). Marie-Pierre Wynands explicite, quant à elle, la fabrique des notabilités démocrates-chrétiennes à travers les cas de Pierre Méhaignerie (Ille-et-Vilaine) et de Marcel Deneux (Somme). Enfin, Victor Marneur analyse les formes spécifiques que prennent l'éligibilité et la notabilité des femmes maires en Gironde. Le point de vue ethnographique, davantage développé dans la seconde partie du dossier envisage le recrutement et le travail politiques à travers des scènes de sociabilité (festives, associatives, religieuses, sportives, culturelles...) qui, si elles sont éloignées du champ politique, ne sont pas pour autant apolitiques. Au sein et autour de ces nouvelles arènes se reconfigurent le travail et les activités politiques dans les mondes ruraux contemporains mettant en lumière un ordre politique négocié au quotidien entre municipalités et intercommunalités. L'article de David Guéranger revient sur la division du travail entre les élus et leurs collaborateurs à partir des stéréotypes que ces derniers véhiculent à l'égard de leur supérieur hiérarchique dits «élus Jean-Pierre Pernaut». Sébastien Vignon traite, quant à lui, des négociations de rôle⁷ qu'impliquent les «petits cumuls» de maires investis sur la scène intercommunale en Picardie.

À partir de l'analyse d'une innovation politique, Mario Bilella montre les limites de la démocratie participative dans un village, où une petite bourgeoisie culturelle s'est emparée – malgré elle ? – du pouvoir. À l'exception du cas de la Guyane, tous les articles concernent le terrain métropolitain avec des situations diverses selon les morphologies sociales et les distances aux centres urbains. La pluralité de ces cas de figure pourrait être enrichie par l'analyse d'autres contextes ruraux comme les zones côtières, balnéaires, souvent bien inscrites dans une forme avancée de diversification des élites⁸ ou encore les zones frontalières qui peuvent renverser l'ordonnancement classique des groupes sociaux promouvant des classes populaires argentées [Latté et Hupfel 2018].

Structuration des mondes ruraux et recrutement du personnel politique

La première partie du dossier traite des logiques sociales du recrutement politique rural aux ^{xx}e et ^{xxi}e siècles. Les mondes ruraux ne sont ni considérés

7. La sociologie des institutions, de Erving Goffman [1968] à Jacques Lagroye [1997], postule qu'on ne subit jamais totalement le rôle qui nous est dévolu en raison de nos positions institutionnelles et sociales, et que celui-ci fait l'objet de «négociations» ou «d'arrangements» au cours de nos activités quotidiennes.

8. Voir les travaux en cours d'Arnaud Sébileau conduisant une socio-histoire des élites locales dans une commune littorale.

comme des espaces vides et homogènes, ni comme des espaces périphériques, mais comme des espaces différenciés où le recrutement du personnel politique s'opère selon des logiques sociales qui ne se résument pas non plus à la seule dotation en ressources économiques ou scolaires. Ces postulats impliquent de remettre en cause la construction « classique » et anthropologique de l'objet ruralité [Rogers 1995], longtemps perçu à travers le seul prisme des mondes agricoles [Mendras 1967 ; Bourdieu 2002 ; Champagne 2002]. Ils impliquent ainsi de réinterroger des notions comme celles de « sociétés paysannes » [Mendras 1976], d'« interconnaissance villageoise » [Maget 1953], de « communauté rurale » [Chiva 1992] ou de « collectivité rurale » [Jollivet 1974], ou celle plus récente de « France périphérique » [Guilly 2014] qui reposent sur l'idée d'une forte homogénéité des mondes ruraux. La question se pose également de savoir si la notion de notabilité, souvent mise en avant pour saisir les trajectoires politiques rurales, est dépassée, toujours opérante comme une survivance du passé ou, au contraire, en pleine évolution.

Quels autres types de carrières politiques pourrions-nous identifier en étant attentifs aux processus de différenciation sociale et à leur traduction dans les espaces politiques ruraux ? À la lumière de ces questions, l'un des objectifs de ce dossier est de circonscrire la notion de notable et de mobiliser les concepts de la sociologie politique (socialisation, participation, mobilisation, communication et professionnalisation politiques) pour mieux comprendre la diversité des modalités de recrutement du personnel politique dans les mondes ruraux. En effet, les modalités d'entrée en politique y sont à la fois singulières et diverses. Elles sont singulières parce qu'elles ne reposent que partiellement sur le travail de repérage et de marquage des vocations par les organisations politiques [Nevers 1992 ; Vignon 2005], cette sélection s'opérant davantage sur d'autres scènes de sociabilités (associatives, professionnelles, religieuses...) et parfois au gré de mouvements sociaux (contre les grands projets ou la disparition des services publics par exemple).

Mais elles sont également diverses parce que les logiques sociales de recrutement ne reposent pas uniquement sur la détention de ressources scolaires, culturelles et politiques mais aussi sur d'autres ressources comme le capital d'autochtonie [Retière 2003 ; Renahy 2010] ou l'héritage politique d'une famille [Le Bart 1994] ou d'un groupe socioprofessionnel [Girard 2011]. Loin de s'opposer, ces ressources peuvent même parfois se combiner et favoriser l'entrée en politique de certaines catégories de population (femmes, classes populaires...), comme le montrent notamment les articles de Stéphanie Guyon et de Victor Marneur. Il en résulte que les contextes sociaux, territoriaux et institutionnels locaux jouent sur le recrutement politique, et qu'il est impossible d'analyser celui-ci sans prendre en compte la diversité de ces configurations.

Si, par exemple, nous pouvons nous baser sur des travaux récents pour conclure au « renouvellement des élus en milieu rural » et sur l'émergence

d'une forme de pouvoir politique spécifique à la « petite bourgeoisie », les fondements sociaux du pouvoir politique ne seront pas les mêmes selon la fraction de la bourgeoisie dont on parle et selon la configuration territoriale [Bruneau et Renahy 2012].

De ce fait, l'idée selon laquelle la pénétration de l'État, des institutions et des marchés, redoublée de la mobilité généralisée de la population, homogénéiseraient l'espace devenu national [Weber 2011] – et donc le recrutement du personnel politique – est sans doute à relativiser si on veut comprendre les spécificités contemporaines des carrières politiques en milieu rural. Comme le montrent les articles présents dans cette partie du dossier, ces dernières varient suivant les configurations territoriales (entre petites communes rurales isolées et espaces périurbains proches des grandes métropoles), les positions à occuper (électives ou administratives, au sein des municipalités ou des intercommunalités) et les ressources nécessaires pour les occuper. Même vidée de sa singularité conceptuelle, la ruralité, dans sa diversité, ne définit pas seulement une distance à la ville. C'est aussi une morphologie sociale et des possibles sociaux différenciés et, probablement, donc des trajectoires en partie spécifiques, que les articles de cette partie du dossier se proposent d'analyser. Les auteurs posent effectivement une question : quels sont les effets des restructurations socioéconomiques sur le recrutement du personnel politique des mondes ruraux ?

Pour y répondre, les auteurs insistent particulièrement sur la porosité de l'espace politique vis-à-vis d'autres scènes (associatives, culturelles, sportives, religieuses...) et mettent ainsi en lumière les différentes manières dont la compétence et le pouvoir politiques se construisent et se légitiment dans les mondes ruraux contemporains. À la suite d'autres travaux sur la « politique ailleurs » ou « par le bas » [Curapp 1998] et sur l'infra politique [Scott 1976, 1985], cette perspective permet de souligner que le pouvoir s'exerce à l'intersection de plusieurs scènes de sociabilités, et non seulement au centre institué du jeu politique. Sous cet angle, le fait d'être positionné à l'interface de plusieurs espaces se révèle une ressource dont le personnel politique peut tirer profit pour constituer les listes électorales, récolter des informations, assurer le travail de représentation en dehors d'une scène autonomisée du politique.

Finalement, un des principaux résultats de cette partie est de montrer que les notabilités sont plurielles et procurent des profits politiques différenciés en fonction des contextes historiques, sociaux et territoriaux. En observant la manière dont la notabilité est fabriquée et reconfigurée dans deux territoires très différents (le Châtillonnais et la Guyane), G. Laferté et S. Guyon montrent qu'il existe plusieurs formes de notabilité (terrienne, industrielle et républicaine chez G. Laferté ; commerçante et capacitaire chez S. Guyon) sur lesquelles repose le pouvoir local. En outre, ces notabilités survivent les unes aux autres plus qu'elles ne se remplacent. Ces deux articles

soulignent également le poids des sociabilités dans la construction et le maintien de la position politique, sur des scènes professionnelles, associatives (les organisations agricoles pour G. Laferté ou les scènes footballistiques et religieuses pour S. Guyon) ou domestiques (comme le montre S. Guyon au sujet du travail de mobilisation électorale effectué par les femmes créoles des «maisons de gauche» et des «maisons de droite»). Cette porosité entre différents univers est également mise en lumière par V. Marneur, qui analyse les fondements sociaux du pouvoir politique des femmes maires de petites communes en Gironde. La typologie qu'il propose rend intelligible l'articulation des assignations de genre, des compétences et des ressources d'autochtonie dans la conquête et l'exercice du pouvoir municipal par des femmes (dans des contextes ruraux et périurbains). Quant à l'article de M.-P. Wynands, il met en lumière le poids, la densité et les effets des socialisations agricoles-catholiques sur l'entrée et le maintien en politique de deux démocrates-chrétiens dans le second xx^e siècle. Il montre comment les vocations politiques – en l'occurrence la formation d'un habitus démocrate-chrétien et d'un rapport à la politique singulier – peuvent être repérées dans les sphères professionnelles, syndicales et politiques.

Le travail du personnel politique rural contemporain

Paradoxalement les maires et les élus locaux semblent garder une forme de sympathie représentative auprès des populations au contraire des élus nationaux⁹. D'où vient cette légitimité relativement préservée des élus locaux et ruraux ? Qu'est-ce qui, dans leur manière d'exercer leur fonction, leur permet d'échapper à l'impopularité généralisée des hommes et des femmes politiques ? Comme le montre la première partie du dossier, on ne saurait trouver une réponse dans une plus forte représentativité sociale des élus locaux : la démocratisation des élus, même à l'échelle locale, n'est nullement aboutie, en raison principalement du profil de plus en plus compétent des élus ruraux [Bruneau et Renahy 2012]. Le développement de l'intercommunalité et le transfert de nombreuses compétences vers les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) a de ce point de vue plutôt contribué à renforcer cette sélection sociale.

En revanche, un élément de réponse est à chercher du côté de l'homologie structurale de positions entre populations et élus locaux. Ces derniers, dans

9. Le niveau de confiance à l'égard des maires reste toujours le plus élevé (71 %) devant l'ensemble des autres élus, locaux ou nationaux (Deuxième enquête de l'observatoire de la démocratie de proximité Association des maires de France/Centre d'étude de la vie politique française/Science Po, juillet 2019).

leurs mobilisations et prises de parole publique respectives, aussi diverses soient-elles, font émerger un sentiment d'abandon ou de déclassement institutionnel. Les maires des petites communes ressentent, par exemple, un malaise de plus en plus grand traduisant des incompréhensions entre l'exécutif et les territoires (polémique autour de la mesure visant à limiter la vitesse à 80 km/heure, baisse des dotations), un degré croissant d'exigences des administrés ou encore l'éloignement des communes des centres décisionnels sous l'effet de la création des «intercommunalités XXL» (loi NOTRe de 2015). Ainsi, à quelques mois des élections municipales, 55 % des maires des communes comprenant moins de 500 habitants envisageaient de ne pas se représenter en mars 2020¹⁰ selon l'enquête par questionnaire réalisée par le Cevipof pour l'Association des maires de France en 2018¹¹.

Les réformes territoriales et organisationnelles de l'État contribueraient donc à réduire le champ des possibles politiques et les entrées par effraction dans les espaces politiques municipaux et intercommunaux. La réorganisation de la scène politique locale tend en effet à rendre moins opérantes les normes traditionnelles qui régissaient la sélection sociale des élus dans les espaces d'interconnaissance qu'étaient les villages¹² [Chambron et Hervieu 1974]. L'émergence d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre depuis le début des années 1990 [Le Saout et Madoré 2004], puis plus récemment leur fusion prônée par la loi NOTRe au sein de «communautés de communes XXL»¹³, tendent à bouleverser les normes et le savoir-faire de la gestion municipale. Les critères de la «bonne» gestion locale ont considérablement évolué pour les petites communes et ont par conséquent modifié le profil sociologique des élus placés sur le devant de la scène intercommunale.

Les dispositions et les valeurs promues par la réorganisation de la coopération intercommunale sont effectivement moins celles du «dévouement», qui prévaut encore sur le terrain communal, que la compétence et l'efficacité [Marmont 2007; Vignon 2004]. La détention de compétences techniques et managériales est déterminante, non seulement pour faire prévaloir ses intérêts d'élu au sein de ses assemblées élargies, mais également pour accéder aux postes stratégiques (présidences, vice-présidences) des EPCI. Si les maires doivent donner de leur temps, il leur faut avoir des capacités d'analyse, de réflexion et des qualités de négociateur

10. Contre 28 % pour les maires des communes de 5 à 10 000 habitants et 9 % pour ceux des communes de plus de 30 000 habitants.

11. « Les maires de France : entre résignation et incertitude », novembre 2018, Cevipof/AMF.

12. Voir le rapport dirigé par N. Chambron et B. Hervieu, *Le pouvoir au village*, 1974, Paris, CNRS-GR 16, Université de Paris X-Nanterre, Groupe (Convention Cordes 58/1972).

13. Il s'agit là d'un terme devenu commun pour l'ensemble des acteurs des politiques publiques territoriales, comme en témoigne son usage fréquent dans les prises de position publique des élus et dans la littérature consacrée au sujet.

face aux autres élus des communes afin de participer activement à la production des politiques publiques communautaires et/ou tenter d'orienter ces dernières au profit de leur commune. Les mécanismes de recrutement du personnel politique intercommunal dans les mondes ruraux s'alignent plutôt sur ceux qui prévalent au sein des espaces urbains (prédominance des cadres, et professions intellectuelles, intermédiaires, marginalisation des catégories populaires). Par ailleurs, le processus de sur-sélection des dirigeants des établissements intercommunaux se renforce au fur et à mesure que ces derniers gagnent en visibilité et en surface décisionnelle [Vignon 2010].

À cette sociologie renouvelée, s'articule un autre résultat important de ce dossier mettant en évidence les profondes mutations et reconfigurations du travail politique (activités, apprentissage et socialisation au métier, division du travail, emploi du temps) au sein des mondes ruraux. L'activité politique locale repose sur des contraintes et des attentes socialement définies prescrivant un ensemble de registres d'actions [Garraud 1989 ; Briquet 1994]. L'approche en termes de « rôle » se révèle en cela heuristique pour interroger la complexité des registres discursifs et des répertoires d'action des élus et, plus largement, de ceux qui participent à l'administration des territoires ruraux (directeurs généraux des services notamment). Endosser un rôle électif résulte, en effet, de l'apprentissage et d'une adaptation d'un élu possédant des ressources et des dispositions personnelles acquises au cours de sa socialisation et de sa trajectoire socioprofessionnelle avec des registres étrangers au domaine politique et administratif [Politix 1994].

Au-delà des couleurs politiques, la place relative des groupes sociaux dans le corps des élus devient décisive pour saisir le travail politique concret. Un cadre du privé ne mobilise pas les mêmes compétences que celles d'un cadre du public, ni même d'un agriculteur ou encore d'un ouvrier. Le rôle s'exerce sur un territoire aux propriétés sociodémographiques et culturelles spécifiques qui contraignent également l'élu dans son travail de mobilisation électorale [Vignon 2016]. S'adapter à un rôle suppose donc l'acquisition de compétences, d'un sens pratique fait de savoir-faire « bricolés », comme un ajustement réussi ou non à un territoire et une population [Le Bart 1999]. Ce processus d'apprentissage n'intervient qu'en actes et en situation. Entrer dans une institution, c'est être doté d'une identité formelle à laquelle il faut « donner corps » à travers des pratiques et des discours [Lefebvre 1997]. À partir de là, la question se pose de savoir comment et dans quelle mesure peut-on subir ou subvertir le rôle d'élu [Lagroye 1997] ? L'article de M. Bilella montre comment une innovation politique en milieu rural fondée sur une gestion « collégiale et participative » de la municipalité doit être comprise comme un processus d'affirmation et de distinction d'une petite bourgeoisie culturelle. Sous l'effet des transformations sociodémographiques et économiques, ses membres vont occuper une place centrale dans l'espace social local et

s'affirmer progressivement sur la scène politique en valorisant des savoir-faire professionnels, qui déprécient les (seules) ressources d'autochtonie.

Une autre question se pose autour des recompositions institutionnelles (intercommunalité) et sociales (périurbanisation) ainsi que leur impact sur les représentations, les modes de légitimation et les pratiques des élus au sein des institutions politiques [Dulong 2012] puisque l'engagement intensif dans les fonctions exécutives intercommunales impose aux maires de faire face aux multiples contraintes de rôle qui pèsent sur eux. Ils doivent s'acquitter des pratiques politiques communautaires (expertise des dossiers, direction des commissions de travail et des équipes administratives...) tout en donnant des gages de leur attachement à leurs administrés (écoute, médiation, disponibilité). S. Vignon montre que les dirigeants intercommunaux sont toutefois inégalement disposés à assurer l'équilibre de ces jeux de tension. Enfin, nous pouvons nous interroger sur la division du travail politique engendrée par la création d'une administration communautaire, dont la structure hiérarchique s'aligne sur celle en vigueur en milieu urbain.

Pour D. Guéranger, les stéréotypes (incompétence, conservatisme, apolitisme) émis par les directeurs généraux des services des EPCI à fiscalité propre à propos des élus ruraux ne traduisent pas une défiance ou un mépris à leur encontre. Au contraire, ils doivent être interprétés comme une façon de donner un sens aux nombreuses difficultés qui surgissent dans le travail avec ceux qui sont tout à la fois leurs recruteurs, leurs donneurs d'ordres et leurs collaborateurs. La trajectoire et la position des élus, mais aussi de leurs collaborateurs, sont effectivement structurées conjointement par les logiques spécifiques des institutions au sein desquels ils évoluent (mécanismes de recrutement, rapports de force, ressources procurées par les différents postes), constituées de ressources (territoriales, techniques, partisans), et les stratégies d'évolution de carrière [Demazière et Le Lidec *op. cit.*].

Ainsi, ce numéro prolonge une réflexion plus large autour de la ruralité contemporaine et de l'articulation des échelles d'analyse. L'entrée par le recrutement des élus ruraux et par le travail au sein des institutions élargies de la gestion politique locale est l'occasion de ne plus comprendre la ruralité coupée des évolutions nationales comme ce fut le cas dans les approches anthropologiques classiques des études rurales, ni même de dissoudre la ruralité à l'aune d'une homogénéisation-nationalisation en cours des sociétés par les mobilités et la pénétration des institutions et des marchés, ni non plus de définitivement la considérer comme un espace dominé réservé à une périphérie sous-dépendance.

Considérant que la question de l'autonomie du politique à l'échelle des petites communes et des intercommunalités rurales est certainement moins tranchée, il s'agit ici de prêter une attention toute sociologique aux évolutions de la morphologie sociale singulière des espaces ruraux car celle-ci précipite

un renouvellement des élites politiques et, ce faisant, des modes d'administration de ces territoires et de leur articulation au pouvoir central.

Frédéric Nicolas,
sociologue, associé au Centre d'économie et de sociologie
appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (UMR 1041), Dijon

Sébastien Vignon,
politiste, maître de conférences, université de Picardie-Jules Verne, Centre universitaire
de recherches sur l'action publique et le politique-Épistémologie et sciences sociales (UMR
7319), Amiens

Gilles Laferté,
sociologue, directeur de recherche, Inra, Centre d'économie et de sociologie
appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (UMR 1041), Dijon

Bibliographie

- BARONE, Sylvain et Aurélia TROUPEL (dir.)**, 2010, *Battre la campagne. Élections et pouvoir en milieu rural*. Paris, L'Harmattan.
- BOURDIEU, Pierre**, 2002, *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*. Paris, Seuil (« Points Essais »).
- BRIQUET, Jean-Louis**, 1994, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix* 28 : 16-26.
- BRIQUET, Jean-Louis**, 2012, « Notabili e processi di notabilizzazione nella Francia del diciannovesimo e ventesimo secolo », *Ricerche di storia politica* 3 : 279-294.
- BRUNEAU, Ivan, et al. (dir.)**, 2018, *Mondes ruraux et classes sociales*. Paris, EHESS (« En temps & lieux »).
- BRUNEAU, Ivan et Nicolas RENAHY**, 2012, « Une petite bourgeoisie au pouvoir. Sur le renouvellement des élus en milieu rural », *Actes de la recherche en sciences sociales* 191-192 : 48-67.
- CHAMPAGNE, Patrick**, 2002, *L'héritage refusé : la crise de la reproduction sociale de la paysannerie française (1950-2000)*. Paris, Seuil (« Points »).
- CHIVA, Isac**, 1992, « À propos des communautés rurales. L'ethnologie et les autres sciences de la société », in G. Althabe, et al. (dir.), *Vers une ethnologie du présent*. Paris, Éditions de la MSH (« Ethnologie de la France » n° 7) : 155-173.
- COHEN, Antonin, Bernard LACROIX et Philippe RIUTORT (dir.)**, 2009, *Nouveau manuel de science politique*. Paris, La découverte (« Grands repères »).
- COULOMB, Pierre, et al. (dir.)**, 1990, *Les agriculteurs et la politique*. Paris, Presses de Sciences Po.
- CURAPP (dir.)**, 1998, *La politique ailleurs*. Paris, Presses universitaires de France (« Curapp »).

- DEMAZIÈRE, Didier et Patrick LE LIDEC (dir.)**, 2014, *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Res Publica »).
- DULONG, Delphine**, 2012, *Sociologie des institutions politiques*. Paris, La Découverte (« Repères »).
- FAUVET, Jacques et Henri MENDRAS (dir.)**, 1958, *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin (« Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques » n° 94).
- GARRAUD, Philippe**, 1989, « Savoir-faire et mobilisation des croyances dans le métier de maire », *Politix* 5 : 11-16.
— 1994, « Le métier d' élu local. Les contraintes d'un rôle », in C. Le Bart et J. Fontaine (dir.), *Le métier d' élu local*. Paris, L'Harmattan (« Logiques politiques ») : 29-54.
- GIRARD, Violaine**, 2011, « Quelles catégories de classement pour l'analyse localisée de la représentation politique ? Le cas des techniciens élus au sein d'un territoire industriel », *Terrains & travaux* 19 (2) : 99-119.
- GOFFMAN, Erving**, 1968, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris, Minuit (« Le Sens commun »).
- GUILLY, Christophe**, 2014, *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris, Flammarion (« Champs actuels »).
- HERVIEU, Bertrand, et al. (dir.)**, 2010, *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*. Paris, Presses de Sciences Po (« Académique »).
- JOLLIVET, Marcel (dir.)**, 1974, *Les collectivités rurales françaises. Tome 2. Sociétés paysannes ou lutte des classes au village ? Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale*. Paris, Armand Colin (« Groupe de sociologie rurale du Centre national de la recherche scientifique »).
- KARNOOUEH, Claude**, 1973, « La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain », *Études rurales* 52 : 24-56.
- LAGROYE, Jacques (entretien avec)**, 1997, « On ne subit pas son rôle », *Politix* 38 : 7-17.
- LATTÉ, Stéphane et Simon HUPFEL**, 2018, « Des "ouvriers en costume-cravate" ? Mobilité économique et ancrage à droite des classes populaires frontalières », *Politix* 122 : 131-161.
- LE BART, Christian**, 1994, « La mairie en héritage. Sur les récits autobiographiques de quelques représentants de dynasties d'élus locaux », *Politix* 27 : 159-182.
— 1999, « Le savoir-faire politique comme bricolage », in Y. Poirmeur et P. Mazet (dir.), *Le métier politique en représentations*. Paris, L'Harmattan (« Logiques politiques »).
- LEFEBVRE, Rémi**, 1997, « Être maire à Roubaix : la prise de rôle d'un héritier », *Politix* 38 : 63-87.
- LE SAOUT, Rémi et François MADORÉ (dir.)**, 2004, *Les effets de l'intercommunalité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Espace et territoires »).
- MAGET, Marcel**, 1953, *Guide d'étude directe des comportements culturels (Ethnographie métropolitaine)*. Paris, Civilisations du Sud.
- MARMONT, Thibault**, 2007, *En quête de compétences. Le personnel politique local et l'intercommunalité en milieu rural (haute Côte-d'Or)*. Thèse de doctorat de sociologie. Dijon, Université de Bourgogne.

- MENDRAS, Henri**, 1967, *La fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française*. Paris, Sedeis («Futuribles»). — 1976, *Les sociétés paysannes. Éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris, Armand Colin («Collection U »).
- NEVERS, Jean-Yves**, 1992, «Entre consensus et conflits. La configuration des compétitions aux élections municipales dans les communes rurales», *Revue française de sociologie* 33 (3) : 391-416.
- OFFERLÉ, Michel (dir.)**, 1999, *La profession politique XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Belin.
- PASQUIER, Romain, Vincent SIMOULIN et Julien WEISBEIN (dir.)**, 2007, *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Paris, LGDJ («Droit et société »).
- POLITIX**, 1994, 28, *Le métier d'élu, jeux de rôles*.
- RETIERE, Jean-Noël**, 2003, «Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire», *Politix* 63 : 121-143.
- RENAHY, Nicolas**, 2010, «Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion», *Regards sociologiques* 40 : 9-26.
- ROGERS, Susan Carol**, 1995, «Natural Histories : The Rise and Fall of French Rural Studies», *French Historical Studies* 19 (2) : 381-397.
- SCOTT, James C.**, 1976, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Haven et Londres, Yale University Press. — 1985, *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven et Londres, Yale University Press.
- TAVERNIER, Yves, Michel GERVAIS et Claude SERVOLIN (dir.)**, 1972, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris, Presses de Sciences Po («Académie »).
- VIGNON, Sébastien**, 2004, «Les rétributions inégales de l'intercommunalité pour les maires ruraux. Les difficiles retours sur investissement(s) politique(s)», in R. Le Saout et F. Madoré (dir.), *Les effets de l'intercommunalité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 17-38. — 2005, «La dynamique des marchés électoraux périphériques. L'exemple des élections municipales de mars 2001 dans les communes rurales de la Somme», in J. Lagroye, P. Lehingue et F. Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de mars 2001*. Paris, Presses universitaires de France («Curapp») : 145-167. — 2010, «Les élus des petites communes face à la démocratie d'expertise intercommunale. Les "semi-professionnels" de la politique locale», in S. Barone et A. Troupel (dir.), *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*. Paris, L'Harmattan («Logiques politiques») : 189-224. — 2016, «Transformation des répertoires de mobilisation électorale et des registres de légitimité politique dans les mondes ruraux», *Politix* 113 : 17-42.
- WEBER, Eugen**, 2011 (1983), *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*. Paris, Librairie Arthème Fayard («Pluriel »).
- WEBER, Max**, 2003 (1919), *Le savant et le politique*. Paris, La découverte («La découverte Poche »).

